

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 20 december 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waalse Parlement 1221 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 november 2018.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206486]

20 DECEMBRE 2018. — Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, il est inséré un dernier alinéa libellé comme suit :

“ Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales qui prévalent.”.

Art. 3. Dans l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 4^o, du même décret, les mots « et qui a terminé des études ou un apprentissage » sont abrogés.

Art. 4. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « dont le Gouvernement fixe les conditions d'octroi, » sont abrogés;

2^o à l'alinéa 4, les mots « Après vérification des conditions fixées par le Gouvernement, » sont abrogés;

3^o à l'alinéa 4, les mots « Si les conditions fixées par le Gouvernement ne sont pas respectées » sont remplacés par les mots « Si aucune personne physique n'entretient de contact régulier avec l'enfant ou ne démontre lui porter de l'intérêt ».

Art. 5. Dans l'article 13, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « ou en cas de maintien de celui-ci conformément à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 7 » sont insérés entre les mots « l'autorité parentale » et les mots « le parent qui ne fait pas partie ».

Art. 6. Dans l'article 14 du même décret, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, deux alinéas rédigés comme suit :

« Le membre du ménage visé à l'alinéa 1^{er} est un parent au premier degré, un beau-parent ou une personne avec qui ledit parent forme un ménage de fait. En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, ou en cas de maintien de celui-ci conformément à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 7, le parent qui ne fait pas partie du ménage de l'enfant bénéficiaire est considéré comme en faisant partie.

A défaut des personnes mentionnées à l'alinéa 2, la personne qui élève effectivement l'enfant, ou celle avec qui elle forme un ménage de fait, est prise en compte. ”.

Art. 7. A l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, il est inséré, entre les alinéas 6 et 7, un alinéa rédigé comme suit :

« L'autorité parentale conjointe est présumée perdurer à l'égard des enfants visés aux alinéas 5 et 6 devenus majeurs avec pour conséquence que lesdits alinéas continuent à s'appliquer pour la désignation de l'allocataire après la majorité des enfants concernés. »;

b) au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « , alinéa 3, » sont abrogés;

c) au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il est inséré un 4^o rédigé comme suit :

" 4^o s'il est placé à partir du 1^{er} janvier 2019 et que le tiers des allocations familiales dû en sa faveur est versé sur un compte d'épargne ouvert à son nom conformément au paragraphe 4 »;

d) au paragraphe 6, la dernière phrase est remplacée par la phrase suivante : « Le paiement réalisé par la caisse d'allocations familiales est libératoire tant que l'allocataire n'a pas désigné, parmi ces personnes, une autre par l'intermédiaire de laquelle il entend percevoir dorénavant ses prestations ou tant que l'allocataire, qui est en mesure de prouver son identité, ne lui a pas notifié par écrit sa volonté de percevoir dorénavant directement ses prestations. ».

Art. 8. A l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" Le président et le vice-président du Comité de gestion bénéficient d'une rémunération déterminée conformément à l'article 15bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. ";

2^o l'alinéa 2 est abrogé;

3^o l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

" Les montants auxquels ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de la Caisse publique. ".

Art. 9. Dans l'article 58, § 3, du même décret, les mots « article 56, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o » sont remplacés par les mots « article 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o et 7^o ».

Dans l'article 58, § 4, alinéa 2, du même décret, les mots « , après avis du Comité de la branche Familles de l'AVIQ » sont insérés entre les mots « Gouvernement » et « : 1^o un avertissement ».

Art. 10. Dans l'article 59, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « article 56, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o ou 7^o » sont remplacés par les mots « article 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o et 7^o ».

Art. 11. À l'article 66 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « cessation de paiement » sont remplacés par les mots « cessation d'activités »;

2^o les mots « le fonds de réserve de celle-ci est transféré de plein droit à l'Agence » sont remplacés par les mots « le fonds de réserve et la réserve administrative de celle-ci sont transférées de plein droit à l'Agence ».

Art. 12. A l'article 82, alinéa 2, du même décret, une deuxième phrase est ajoutée après la première : « Les paiements indus résultant dans ce cas de l'erreur de la caisse d'allocations familiales sont à charge de cette dernière. ».

Art. 13. Dans l'article 120 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« La loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) et la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties sont abrogées à la date fixée par le Gouvernement, visée à l'article 136, alinéa 1^{er}, à l'exception des articles 40 à 50septies, 52 à 55, et 56bis, § 2, à 64, 66, 70, 70bis, alinéas 1^{er} à 3, et alinéa 4, seconde phrase, et 70ter à 76bis de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) qui continuent à s'appliquer pour les enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 2, et qui ouvrent un droit aux prestations familiales sur base des critères déterminés par l'article 4 du présent décret. »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « , pour autant que l'allocataire désigné respecte les conditions fixées à l'article 21 du présent décret, » sont insérés entre les mots « sont maintenus » et les mots « jusqu'à la survenance »;

3^o à l'alinéa 3, les mots « ou en cas de maintien de celui-ci conformément à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 7 » sont insérés entre les mots « l'autorité parentale » et les mots « le parent qui ne fait pas partie ».

Art. 14. A l'article 122 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Pour l'octroi des suppléments visés à l'article 41, LGAF ainsi que l'octroi, à un allocataire visé à l'article 41, LGAF, premier et deuxième tirets, des suppléments visés aux articles 42bis et 50ter, LGAF, en faveur des enfants nés au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, il est tenu compte, à partir de ladite date fixée par le Gouvernement, uniquement du plafond de revenus figurant à l'article 13, § 1^{er}, 1^o. »;

2^o à l'alinéa 1^{er} devenu alinéa 2, les mots ", § 2, » sont insérés entre les mots « 56bis » et les mots « LGAF ».

Art. 15. Dans l'article 123 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour ces mêmes enfants, les suppléments visés à l'article 42bis, § 2, LGAF et les suppléments visés à l'article 50bis LGAF ne sont pas cumulables, les suppléments visés à l'article 50bis prévalant. ».

Art. 16. Dans l'article 125, du même décret, les mots « l'article 136, alinéa 1^{er} », sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 136, alinéa 2 ».

Art. 17. A l'article 126 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est complété par les mots : « , ni des prestations dues en faveur des enfants placés à partir de cette date qui bénéficient du versement du tiers de leurs allocations familiales sur un compte d'épargne ouvert à leur nom conformément à l'article 22, § 4 »;

2^o les mots « l'article 136, alinéa 1^{er} », sont remplacés par les mots « l'article 136, alinéa 2 ».

Art. 18. Dans l'article 127 du même décret, les mots « l'article 136, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « l'article 136, alinéa 2 ».

Art. 19. Dans l'article 132 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Toutefois, lorsque le demandeur visé à l'alinéa 1^{er} élève plusieurs enfants pour lesquels les prestations familiales sont desservies par des caisses d'allocations familiales différentes, la caisse compétente pour l'octroi des prestations familiales au plus jeune des enfants reprend cette compétence pour l'ensemble desdits enfants bénéficiaires. ».

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à l'exception de l'article 6, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 décembre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1228 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 décembre 2018.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206486]

20 DECEMBER 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In artikel 4 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Dit artikel is van toepassing onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen die prevaleren.

Art. 3. In artikel 5, § 4, eerste lid, 4^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden “en dat zijn studies of een leeropleiding heeft voltooid” opgeheven.

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden “, waarvan de Regering de toekenningsvoorwaarden vastlegt,” opgeheven;

2^o in het vierde lid worden de woorden “Na verificatie van de door de Regering bepaalde voorwaarden” opgeheven en luidt de zin als volgt : “De plaatsingsoverheid wijst deze persoon aan.”;

3^o in het vierde lid worden de woorden “Indien de door de Regering bepaalde voorwaarden niet nageleefd worden” vervangen door de woorden “Indien geen enkele natuurlijke persoon regelmatig contact heeft met het kind of belangstelling toont voor het kind”.

Art. 5. In artikel 13, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “of in geval van handhaving ervan overeenkomstig artikel 22, § 1, zevende lid,” worden ingevoegd tussen de woorden “Indien het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend” en de woorden “wordt de bloedverwante die geen deel uitmaakt”.

Art. 6. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden, tussen het eerste en het tweede lid, twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Het in het eerste lid bedoelde lid van het gezin is een bloedverwant in de eerste graad, een schoonouder of een persoon met wie bedoelde bloedverwant een feitelijk gezin vormt. Indien het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend of in geval van handhaving ervan overeenkomstig artikel 22, § 1, zevende lid, wordt de bloedverwante die geen deel uitmaakt van het gezin van het rechtgevend kind, geacht daarvan deel uit te maken.

Bij gebrek aan de in het tweede lid bedoelde personen wordt de persoon die het kind werkelijk opvoedt of de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, in aanmerking genomen."

Art. 7. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 wordt, tussen het zesde en het zevende lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de in de leden 5 en 6 bedoelde kinderen die de meerderjarigheid hebben bereikt wordt het gezamenlijk ouderlijk gezag geacht te blijven bestaan, zodat deze leden ook na de meerderheid van de betrokken kinderen van toepassing blijven voor de aanwijzing van de bijslagtrekkende;"

b) in § 2, eerste lid, worden de woorden ", derde lid," opgeheven;

c) in paragraaf 2, eerste lid, wordt een punt 4^o ingevoegd, luidend als volgt :

"4^o als het vanaf 1 januari 2019 geplaatst wordt en als het derde van de aan het kind verschuldigde gezinstoelagen gestort wordt op een spaarrekening die overeenkomstig § 4 op zijn naam is geopend;"

d) in § 6 wordt de laatste zin vervangen door de volgende zin: "De betaling verricht door het kinderbijslagfonds is liberatoir voor zover de bijslagtrekkende onder deze personen geen andere persoon heeft aangewezen door te doen van wie hij voortaan zijn uitkeringen wil ontvangen of voor zover de bijslagtrekkende, die in staat is om zijn identiteit aan te tonen, hem niet zijn wil om voortaan deze bijslag rechtstreeks te ontvangen schriftelijk betekende."

Art. 8. In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De voorzitter en de ondervoorzitter van het Beheerscomité genieten een bezoldiging bepaald overeenkomstig artikel 15bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;"

2^o het tweede lid wordt opgeheven;

3^o het derde lid, dat het tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De bedragen waarop ze hiervoor aanspraak kunnen maken, vallen ten laste van het openbare fonds."

Art. 9. In artikel 58, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 56, § 1, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o en 7^o" vervangen door de woorden "artikel 56, § 1, eerste lid, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o en 7^o".

In artikel 58, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "na advies van de branche Gezinnen van het "AVIQ" ingevoegd tussen de woorden "kan het Agentschap" en de woorden "aan de Regering het volgende voorstellen".

Art. 10. In artikel 59, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 56, § 1, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o of 7^o" vervangen door de woorden "artikel 56, § 1, eerste lid, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o en 7^o".

Art. 11. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "stopzetting van betaling" worden vervangen door de woorden "stopzetting van de activiteiten";

2^o de woorden "wordt het reservefonds van dit fonds van rechtswege overgedragen aan het Agentschap" worden vervangen door de woorden "worden het reservefonds en de administratieve reserve van dit fonds van rechtswege overgedragen aan het Agentschap".

Art. 12. In artikel 82, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt een tweede zin na de eerste zin toegevoegd: "De onverschuldigde betalingen die in dit geval het gevolg zijn van de fout van het kinderbijslagfonds, vallen ten laste van dit fonds."

Art. 13. In artikel 120 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) en de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag worden opgeheven op de door de Regering bepaalde datum bedoeld in artikel 136, eerste lid, met uitzondering van de artikelen 40 tot 50 septies, 52 tot 55, en 56bis, § 2, tot 64, 66, 70, 70bis, leden 1 tot 3, en lid 4, tweede zin, en 70ter tot 76bis, van de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) die van toepassing blijven voor de kinderen geboren uiterlijk de dag voor de datum die door de Regering is bepaald krachtens artikel 136, tweede lid, en die een recht openen op gezinsbijslagen op basis van de criteria bepaald bij artikel 4 van dit decreet;"

2^o in het tweede lid, worden de woorden ",voor zover de aangewezen bijslagtrekkende de in artikel 21 van dit decreet bepaalde voorwaarden naleeft," ingevoegd tussen de woorden "worden gehandhaafd" en de woorden "totdat een nieuw element";

3^o in het derde lid worden de woorden "of in geval van handhaving ervan overeenkomstig artikel 22, § 1, zevende lid, " ingevoegd tussen de woorden "Indien het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend" en de woorden "wordt de bloedverwante die geen deel uitmaakt".

Art. 14. In artikel 122 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o voor het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in artikel 41 van de AKBW alsook voor de toekenning aan één bijslagtrekkende bedoeld in artikel 41 van de AKBW, eerste en tweede streepjes, van de in de artikelen 42bis en 50ter, van de AKBW bedoelde toeslagen, ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk op 31 december van het jaar vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, wordt, vanaf de datum bepaald door de Regering, alleen rekening gehouden met het inkomensplafond bedoeld in artikel 13, § 1, 1^o;"

2^o in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden ", § 2," ingevoegd tussen de woorden "56bis " en de woorden "van de AKBW".

Art. 15. In artikel 123 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor dezelfde kinderen zijn de toeslagen bedoeld in artikel 42bis, § 2, van de AKBW en de toeslagen bedoeld in artikel 50bis van de AKBW niet cumuleerbaar, waarbij de in artikel 50bis prevaleren.”.

Art. 16. In artikel 125 van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 136, eerste lid” telkens vervangen door de woorden “artikel 136, tweede lid”.

Art. 17. In artikel 126 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het wordt aangevuld met de woorden: “, noch met de bijlagen verschuldigd ten gunste van de kinderen geboren vanaf die datum, die in aanmerking komen voor de storting van het derde van hun kinderbijslagen op een spaarrekening geopend op hun naam overeenkomstig artikel 22, § 4”;

2° de woorden “artikel 136, eerste lid” worden vervangen door de woorden “artikel 136, tweede lid”.

Art. 18. In artikel 127 van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 136, eerste lid” telkens vervangen door de woorden “artikel 136, tweede lid”.

Art. 19. In artikel 132 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer de in het eerste lid bedoelde aanvrager meerdere kinderen opvoedt voor wie de gezinsbijslagen door verschillende kinderbijslagfondsen worden uitgekeerd, neemt het fonds dat bevoegd is voor de toekenning van de gezinsbijslagen aan het jongste kind evenwel deze bevoegdheid over voor alle rechthebbende kinderen.”.

Art. 20. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019 met uitzondering van artikel 6 dat op 1 januari 2020 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 december 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1228 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 december 2018.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2018/15325]

Promotion

Par arrêté royal du 6 décembre 2018 M. Paul PARDON, né le 12 août 1957, est promu, à partir du 1^{er} janvier 2019, par avancement à la classe supérieure au titre de Conseiller dans un emploi de classe A3, dans le cadre linguistique néerlandais au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement - Administration centrale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2018/15325]

Bevordering

Bij Koninklijk besluit van 6 december 2018 wordt de heer Paul PARDON, geboren op 12 augustus 1957, bevorderd met ingang van 1 januari 2019 door verhoging naar de hogere klasse, in de titel van Adviseur in de klasse A3 in het Nederlandse taalkader, bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu - Hoofdbestuur.